

Léonce Ngendakumana convoqué devant la justice ce vendredi

@rib News, 25/08/2011 Léonce Ngendakumana doit répondre ce vendredi à la convocation du Parquet de Bujumbura Mairie au bureau 13, un bureau tristement connu par les opposants, avocats, journalistes, défenseurs des droits humains, qui ne cessent d'être convoqués devant cette chambre, apprend-on des sources sur place à Bujumbura. Le président du Frodebu, qui préside en même temps l'Alliance des Démocrates pour le changement (ADC-Ikibiri), une coalition des partis de l'opposition burundaise, est appelé à se présenter devant la justice suite à ses déclarations mercredi au cours d'une conférence de presse, appelant le gouvernement à négocier.

Le Conseil national de la communication (CNC) a de son côté réprimandé les médias qui ont diffusé les propos tenus cours de cette conférence de presse. Des sources de la CNC ont fait savoir qu'il ne fallait pas passer sur les ondes des radios les déclarations de Léonce Ngendakumana appelant le gouvernement à négocier avec l'opposition. « Le pouvoir de Bujumbura a perdu sa légitimité suite à son incapacité de gérer les questions du pays » a déclaré le président de l'ADC-Ikibiri, Léonce Ngendakumana, au cours de la conférence de presse. Selon lui, si le gouvernement continue à s'entêter au lieu de commencer dans les plus brefs délais des négociations avec l'opposition politique et armée de Burundi, ceux qui prendront les armes seront nombreux, et les partis d'opposition ne seront pas loin de ceux qui vont combattre, avait-il souligné. L'opposition pose aussi des préalables pour les négociations : le pouvoir en place doit reconnaître Agathon Rwasa comme président légitime du parti FNL et arrêter des poursuites judiciaires contre certains leaders politiques comme le président du CNDD Léonard Nyangoma. Une autre préalable aux négociations, selon Léonce Ngendakumana, c'est l'arrêt immédiat des arrestations et exécutions extrajudiciaires des membres de l'opposition et de l'intimidation de la société civile et des médias. Les opposants burundais pose comme autre condition la dissolution de la ligue des jeunes du parti au pouvoir, qualifiée de milice et accusée de mener des arrestations des membres des partis d'opposition, aux côtés de la police, a déclaré le président de l'ADC-Ikibiri. L'ADC-Ikibiri inquiète par la recrudescence de bandes armées et pointe du doigt les jeunes issus du parti présidentiel et qui sont au service du pouvoir. Si les négociations sont acceptées par le pouvoir de Bujumbura, Léonce Ngendakumana a fait savoir que le médiateur serait choisi soit dans la sous-région ou dans une autre partie du monde. Cependant, des Burundais impartiaux seraient aussi les bienvenus dans l'équipe de la médiation. Notons que lors de cette conférence, Léonce Ngendakumana a fait remarquer que certains groupes armés se structurent dans le pays suite à la mauvaise gestion et conception du pouvoir par Bujumbura. Selon le président de l'alliance de l'opposition burundaise, il faut que tous ces contenus soient associés dans les négociations pour éviter d'ignorer tous ceux qui veulent contribuer à la construction du pays. [JMM]